

lanceront avec enthousiasme et confiance dans l'univers du libre-échange, mais je suis moins qu'optimiste à cet égard. Les gouvernements sont encore très enclins au mercantilisme, surtout dans les domaines de haute technologie. À entendre Lester Thurow ou Laura Tyson, on pourrait penser que nous sommes déjà engagés, avec l'Europe et l'Asie, dans une lutte à finir pour la suprématie technologique; une lutte dans laquelle les politiques commerciales, dites stratégiques, joueront un rôle déterminant. Même les gouvernements qui épousent les idées d'Adam Smith ont souvent une interprétation plutôt étroite des avantages comparés – à savoir qu'ils sont appelés à approvisionner le monde en produits et services de haute technologie, tandis que les autres doivent fournir la main-d'oeuvre bon marché et les matières premières. Même si, ironiquement, les secteurs à forte concentration de savoir sont probablement moins susceptibles d'être manipulés par les gouvernements, cela n'empêche pas les gouvernements d'essayer. Dans un monde découpé en blocs régionaux, le risque que la concurrence commerciale dégénère en conflit commercial serait plus grand.

Un aspect plus inquiétant du régionalisme est celui soulevé par Sylvia Ostry – le problème de «la friction des systèmes». Même si nous parvenons à abolir tous les obstacles extérieurs au commerce, nous continuerons d'afficher nos différences sociétales – celles de nos systèmes juridiques, de nos réglementations financières, de nos structures gouvernementales – qui à leur tour façonnent nos économies. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour comprendre que même les différences systémiques légitimes peuvent fort bien être perçues par certains comme des «pratiques commerciales déloyales», surtout lorsque ces différences semblent conférer des avantages économiques. Sous les tensions commerciales entre les États-Unis et le Japon, on peut déjà déceler une certaine «friction des systèmes». L'une des solutions consiste sans doute à promouvoir une plus grande harmonisation des systèmes, à inciter les pays à aborder de la même manière les différentes règles et les différents systèmes économiques. La politique commerciale a déjà fait de grands pas dans cette direction, tentant d'extirper les règles et règlements qui ne sont rien d'autres que des obstacles cachés au commerce. Mais il peut aussi être dangereux de pousser trop loin l'harmonisation, de trop essayer «d'uniformiser les règles du jeu». En agissant ainsi, nous pouvons justement supprimer les différences, les forces et les capacités d'innovation – pour tout dire, les avantages comparatifs – qui sont à l'origine même d'un marché libre. Quelle ironie du sort, si au nom d'une plus grande liberté – y compris la liberté commerciale – nous dressons l'échafaudage d'un État homogène à l'échelle mondiale.

Une autre solution consiste à reconnaître qu'il existera toujours certaines différences entre les économies, comme entre les sociétés, et à tenter de mettre en place les institutions et les règles qui permettraient à ces différences de coexister tout en